

Numéro	Objet
027/2025	Approbation de la convention entre le préfet des Bouches-du-Rhône et les services enregistreurs fixant les conditions et les modalités de mise en œuvre du système d'enregistrement national des demandes de logement locatif social

Envoyé en préfecture le 05/06/2025

Reçu en préfecture le 05/06/2025

Publié le

Nomendature



ID : 013-211300363-20250603-25_CM_027-DE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **21**
Procurations : **5**
Votes : **26**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **trois juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf** heures, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.
Date de la convocation : **28 mai 2025**

OBJET : Approbation de la convention entre le préfet des Bouches-du-Rhône et les services enregistreurs fixant les conditions et les modalités de mise en œuvre du système d'enregistrement national des demandes de logement locatif social

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, MISTRAL Christiane, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, AMIARD Ludivine, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, PERRIN Christine, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Absents excusés et représentés : DELAIR Patrick représentée par TROUSSEL Marc, AMAT Bruno représenté par POURTIER Yvette, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, JULIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène.

Résultat du vote :

Pour : **26**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Absente excusée : ROSELLO Louis.

Il est rappelé à l'assemblée que l'article L. 441-2-1 du Code de la construction et de l'habitation issu de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, a créé une obligation d'enregistrement, au niveau départemental, de toute demande de logement locatif social.

Les demandeurs ont ainsi la garantie du suivi de leur demande. Ils disposent de l'assurance que leur demande est effectivement prise en compte et, en cas d'attente anormalement longue mesurée par le système d'enregistrement, cette même demande pourra bénéficier d'un examen prioritaire par la commission départementale de médiation.

Le Système d'enregistrement des demandes de logement locatif social a fait l'objet d'une réforme importante initiée par la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion. En effet, un nouveau dispositif informatique d'enregistrement départemental des demandes a été mis en place.

La nouvelle réforme a pour objectif de simplifier les démarches du demandeur de logement, d'améliorer la **transparence du processus d'attribution** et de mieux connaître quantitativement et qualitativement les caractéristiques de la demande locative sociale.

Outre les bailleurs, les services de l'État désignés par le préfet et les collecteurs du 1 % logement, les communes, les établissements de coopération intercommunale compétents et les départements peuvent, après délibération, devenir services enregistreurs.

Ainsi, l'adhésion au système d'enregistrement de la demande de logement locatif social engage la collectivité à enregistrer toutes les demandes qui sont présentées. Celles-ci seront saisies dans l'application informatique

nationale disponible sur l'internet et il sera délivré au demandeur une attestation comportant le numéro unique.

A cet effet, une convention entre le Préfet des Bouches-du-Rhône et les services enregistreurs **fixe les conditions et les modalités** de mise en œuvre du système d'enregistrement national des demandes de logement locatif social.

Cette adhésion au système **permettra à la commune d'avoir accès aux données nominatives relatives aux demandes de logement** quel que soit le lieu d'enregistrement (accès à l'ensemble des demandes du département pour les communes réservataires, et accès aux demandes ayant identifié la commune pour les autres), et de proposer aux administrés un service complet de l'enregistrement à la proposition de logement pour répondre aux besoins de la population.

Ce service de proximité visant à faciliter l'accès au logement et étant de nature à satisfaire les usagers, il est donc proposé au Conseil Municipal de l'autoriser à signer la convention à intervenir entre le Préfet des Bouches-du-Rhône et les services enregistreurs.

Vu les articles L.441-2-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2010-431 du 29 avril 2010 relatif à la procédure d'enregistrement des demandes de logement locatif social ;

Vu le projet de convention entre le Préfet des Bouches du Rhône et les services enregistreurs concernant les conditions et les modalités de mise en œuvre du système national d'enregistrement des demandes de logement locatif social ci-annexé ;

Le Conseil Municipal à l'Unanimité décide de :

Approuver les termes de la convention portant sur l'adhésion de la Commune d'Eyragues au système d'enregistrement national des demandes de logement locatif social annexée à la présente délibération et à intervenir avec la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Autoriser M. le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tous documents y afférents ;

Décider que la gestion de l'enregistrement des demandes de logement locatif social sera confiée, pour le compte de la Commune, au Centre Communal d'Action Sociale.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.



Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*